



UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE FOURNITURE ET DE SERVICES

Fourniture de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle





**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Contrat n° 2025S25037

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| PARTIE 1 - DÉFINITIONS | 3 |
| PARTIE 2 - DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| PARTIE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 6 |
| PARTIE 4 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT | 11 |
| PARTIE 5 - SANCTIONS ET LITIGES | 14 |
| PARTIE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES..... | 16 |

PARTIE 1 - DÉFINITIONS

| | | |
|---|-------------------|---|
|  | Contrat | Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre. |
|  | Acheteur | L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. |
|  | Titulaire | Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire. |
|  | Prestation | La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques. |

PARTIE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. CONTEXTE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle (EPI) pour les agents de l'Université Lumière Lyon 2 et de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

■ 1.1. Acheteurs

Le présent accord-cadre est passé dans le cadre d'un groupement de commande. L'université Lumière Lyon 2 agit en tant que coordonnateur de ce groupement formé avec l'université Jean Moulin Lyon 3.

| Université Lumière Lyon 2 18 Quai Claude Bernard 69007 Lyon | Université Jean Moulin Lyon 3 1C Avenue des Frères Lumière 69008 Lyon |
|--|---|
| Tous les lots à compter de la notification du présent accord-cadre | Lot 2 : démarrage à compter de la notification du présent accord-cadre |
| | Lots 1 et 3 : démarrage le 1 ^{er} juin 2027 |

Chaque acheteur concerné notifie et exécute son propre marché et suit le contrat en fonction des règles édictées par les présentes.

■ 1.2. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la fourniture et la livraison des articles tels que décrits dans les bordereaux des prix unitaires (BPU). Pour chaque lot, seuls les articles inscrits au BPU pourront être commandés par l'acheteur. Cependant, pour la satisfaction de besoins accessoires et non récurrents, les acheteurs du groupement pourront avoir recours, à titre exceptionnel, au catalogue du titulaire du lot 3 si celui-ci a consenti à des remises sur les prix publics.

Les fournitures sont livrées sur les sites respectifs de l'Université Lumière Lyon 2 et de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Attention : l'Université Jean Moulin Lyon 3 n'est concernée par les lots 1 et 3 qu'à compter du 1^{er} juin 2027.

Les conditions d'exécution d'ordre technique sont détaillées dans le CCTP.

■ 1.3. Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre leurs stipulations, les documents prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (*un par lot*) ;
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse technique et environnemental) (*un par lot*) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Pour le lot 3, le catalogue en ligne du titulaire pour la satisfaction de besoins accessoires et non récurrents.

Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses fournisseurs ou ses sous-traitants ne sont pas applicables à l'accord-cadre.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Le caractère contractuel du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et du Code de la commande publique est expressément reconnu.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G-FCS, la notification de l'accord-cadre se matérialisera uniquement par la transmission par l'acheteur public au titulaire, d'une copie de l'acte d'engagement.

■ 1.4. Exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. En échange, le ou les opérateurs s'obligent, en toute hypothèse et sauf cas expressément prévus ci-dessous, à exécuter ses prestations.

Toutefois, en cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, chaque membre du groupement se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si l'interruption d'exécution des prestations porte atteinte au bon fonctionnement des services du groupement.

ARTICLE 2. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat

Le présent marché se décompose en 3 lots juridiquement distincts, tel que détaillés ci-dessous.

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

| Lots | Description | Montants maximums annuels | |
|-------|--|---------------------------|--|
| | | Lyon 2 | Lyon 3 |
| Lot 1 | Fourniture de vêtements de travail divers <i>Pour l'université Lyon 2, ce lot concerne la fourniture des vêtements de travail à usage des personnels des services espaces verts, de l'atelier, de la logistique, de l'entretien, des archives, du service universitaire des activités sportives, du service culturel et du pôle audiovisuel.</i> | 30 000 € HT | 10 000 € HT (Démarrage le 01/06/2027) |

| | | | |
|--------------|---|--------------------|---|
| Lot 2 | Fourniture de vêtements de travail pour les services de prévention et sécurité incendie <i>Ce lot concerne la fourniture des tenues de travail à usage des personnels du service Prévention et Sécurité Incendie de l'université Lyon 2 et du service Hygiène et Sécurité de l'université Lyon 3.</i> | 15 000 € HT | 7 000 € HT |
| Lot 3 | Fourniture d'équipements de protection individuelle <i>Ce lot concerne la fourniture d'équipements de protection individuelle (protection de la tête, des mains et des pieds).</i> | 22 000 € HT | 4 000 € HT <i>(Démarrage le 01/06/2027)</i> |

Le montant est le même pour chaque période de reconduction.

Nota : Il est précisé que l'université Jean Moulin Lyon 3 intègre le lot 2 dès notification du présent accord-cadre. Le démarrage du lot 1 et du lot 3 s'effectuera au **1^{er} juin 2027**.

■ 2.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de fourniture.

■ 2.3. Présentation des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande selon les besoins de l'acheteur, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire par courriel ou courrier jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. En conséquence, la durée de validité des bons de commande est égale à la durée de validité de l'accord-cadre augmentée du délai susceptible de s'écouler entre l'émission du dernier bon de commande et la réception des fournitures et prestations correspondantes.

Seuls les bons de commande signés par la ou les personnes habilitées par l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires et ouvriront droit à paiement (le ou la Président.e de l'Université Lyon 2 et de l'Université Lyon 3 ou toute autre personne ayant reçu une délégation à cet effet). Ils sont émis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Nom exact de l'acheteur (campus/direction/service),
- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Numéro de l'engagement juridique,
- Lieu et dates de réalisation des prestations,
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- Désignation et quantité des prestations à réaliser,
- Délais maximaux de réalisation des prestations,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC,
- Délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la notification d'un bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

En toute hypothèse, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, seul à avoir qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Dans tous les cas, aucune prestation ne peut débuter sans la notification préalable, par l'acheteur, d'un bon de commande au titulaire. La résiliation ou la non-reconduction de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de non-reconduction. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

■ 3.1. Durée

Le contrat est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. La date exacte de notification du contrat est celle de la transmission par l'acheteur de l'acte d'engagement signé par les deux parties.

■ 3.2. Reconduction du contrat

Le contrat peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an, dans la limite d'une durée maximale de 4 ans.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Cette notification est adressée soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit via le profil acheteur (plateforme PLACE).

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de non-reconduction du contrat. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre s'imposera dès lors au titulaire sans que ce dernier ne puisse la contester ou demander une quelconque indemnisation. En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

■ 3.3. Reconduction anticipée du contrat

Si le montant maximum d'une période est imminemment atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ 3.4. Livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires, conformément à l'article R.2122-4 du Code de la commande publique.

■ 3.5. Délais de production des devis et délais de livraison

Avant de passer commande, l'Université pourra faire une demande de devis auprès du titulaire. Le devis doit être transmis au plus tard dans un **délai de 5 jours ouvrés** à compter de la réception de la demande de l'Université.

Le **délai de livraison maximal est fixé à 15 jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande au titulaire. Conformément à l'article 3.2.5 du CCAG-FCS, le délai en jours ouvrés s'entend hors samedi, dimanches et jours fériés.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG.FCS.

PARTIE 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 4. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS

■ 4.1. Conseil avant-vente et catalogue en ligne

Le titulaire s'engage à conseiller les utilisateurs sur leurs besoins précis, par mail, téléphone, sur site ainsi que via un catalogue en ligne.

Le titulaire s'engage, à fournir l'accès à un catalogue en ligne référençant de manière exhaustive les articles

susceptibles d'être fournis par ses soins et à limiter les possibilités de commandes par l'intermédiaire de son site aux seules familles identifiées au BPU. Pour le lot 3 exclusivement, ce catalogue comprend les articles pour lesquels le titulaire a consenti à une remise sur les prix publics.

Il s'engage au maintien de la qualité des produits et à l'approvisionnement régulier et conforme à son catalogue, pendant toute la durée de l'accord cadre. L'impossibilité pour le titulaire de fournir un article présenté dans le BPU et/ou au catalogue l'oblige à remettre un produit de qualité équivalente voire supérieure, et ce sans supplément de prix à la charge de l'acheteur.

Il devra informer l'acheteur des promotions qu'il propose.

Nota : Il est demandé un compte par membre du groupement avec le cas échéant, des sous-comptes par entité. Dans ce cas, le titulaire doit pouvoir assurer un suivi en sous-répertoire (entité, site... etc.) pour chaque sous-compte client de chaque membre du groupement.

■ 4.2. Respect de la charte graphique et bons à tirer

Les chartes graphiques adoptées par les deux établissements membres du groupement et communiquées en début de marché au titulaire devront être impérativement respectées de même que les logotypes. Le titulaire devra également prendre en compte toutes les évolutions des chartes graphiques qui lui sont signalées par les services utilisateurs.

Concernant l'application de logos, le titulaire s'engage à n'utiliser, apposer ou reproduire ceux-ci qu'avec l'aval de l'établissement. Cette validation se matérialisera par un bon à tirer d'impression et/ou de marquage et/ou de mise en forme par l'acheteur.

Dans ce cas, la notification du bon de commande accompagné du fichier de marquage déclenche le délai de proposition du BAT à l'acheteur. Ce délai est de 5 jours ouvrés maximum à compter de la notification du bon de commande.

Le délai de livraison commence à courir **après** notification de validation du BAT par l'acheteur au titulaire. Le titulaire s'engage sur la livraison d'articles comportant une impression conforme au bon à tirer. Tout écart emportera reprise de la marchandise, réfaction du prix et/ou pénalités selon l'importance du défaut constaté.

■ 4.3. Conditions de stockage, d'emballage et de transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions décrites à l'article 20 du CCAG-FCS.

■ 4.4. Conditions de livraison

La livraison des fournitures est effectuée dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Chaque commande est impérativement livrée à l'adresse indiquée sur le bon de commande. Aucune commande ne devra être déposée à l'accueil ou à une entrée des établissements, sauf mention expresse dans le bon de commande.

Les sites de livraison sont susceptibles d'évoluer parallèlement à l'évolution de l'organisation des services de chaque membre du groupement, sans que le titulaire ne puisse soulever aucune contestation. Le titulaire devra s'assurer des conditions d'accès et des horaires de livraison en respectant les contraintes organisationnelles et logistiques spécifiques à chaque site. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra être facturée.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire. Les risques afférents au transport et à la livraison et manutention des fournitures relatives au présent accord-cadre sont à la charge du titulaire.

Sauf accord du service concerné, aucune livraison partielle ne sera acceptée.

La livraison des fournitures est constatée par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire. La signature du bon de livraison ne vaut pas admission des prestations et ne saurait remplacer la procédure de constatation de l'exécution des prestations prévue à l'article 7 du présent CCAP.

En complément de l'article 21.2 du CCAG-FCS, le bon de livraison comporte les informations suivantes :

- La date d'expédition ;
- La référence à la commande ou au marché ;
- L'identification du titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- L'identification du destinataire (directions/composantes/services/laboratoires) ;
- Le lieu de livraison ;
- Le montant de la commande.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévues pour la prolongation du délai à l'article 13.3 du CCAG-FCS, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Un sursis de livraison peut également être accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Adresses de livraisons :

| Université Lumière Lyon 2 18 Quai Claude Bernard 69007 Lyon | Université Jean Moulin Lyon 3 1C Avenue des Frères Lumière 69008 Lyon |
|--|---|
| <u>Campus Berges du Rhône</u> : 4 bis Rue de l'Université, 69007 Lyon <u>Campus Porte des Alpes</u> : 5 Avenue Pierre Mendès France, 69500 Bron | 1C Avenue des Frères Lumière 69008 Lyon |

Les adresses précises de livraison seront communiquées à chaque bon de commande.

Les fournitures doivent être livrées dans tous les locaux des services des entités membres du groupement y compris en étage et en sous-sol, à l'adresse qui figure sur le bon de commande, dans les délais contractuels. En ce qui concerne l'Université Lumière Lyon 2, la majorité des commandes étant effectuée par la Direction de l'Immobilier, le nombre de point de livraison par campus sera limité. Toutefois, d'autres services seront susceptibles de passer commande ; le titulaire devra assurer sans surcoût la livraison à l'adresse mentionnée dans le bon de commande.

Le marché comprenant la livraison des prestations, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux. Hormis l'hypothèse énoncée à l'article 21.4 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra par la suite invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la personne publique.

Le non-respect de l'adresse de livraison pourra entraîner le refus de réception des prestations qui seront alors soit livrées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande soit retournées au titulaire qui devra prendre en charge les coûts de transport y afférant.

L'accès des préposés du titulaire ou du transporteur dans les locaux des établissements est soumis aux règles de sécurité et aux conditions d'entrée propre à toutes personnes étrangères aux établissements.

ARTICLE 5. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'exécution des prestations comprend des conditions d'exécution et spécifications techniques à caractère environnemental détaillées dans le CCTP.

ARTICLE 6. VERIFICATIONS DES PRESTATIONS

■ 6.1. Niveau d'obligation prévu au contrat

Du fait de l'objet du contrat, le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels dès la notification du marché, pour l'organisation des prestations.

Les cas de force majeure ou d'empêchement manifestes nécessitent d'être signalés au plus vite à l'acheteur et restent toutefois soumis à l'appréciation de ce dernier. Par ailleurs, ces cas de force majeure n'excluent pas l'application des pénalités si les raisons invoquées sont jugées insatisfaisantes par l'acheteur, ou de nature à ne pas dégager la responsabilité du titulaire.

■ 6.2. Opérations de vérifications des prestations

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai de vérification est fixé à 15 jours. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-FCS, l'acheteur n'est pas dans l'obligation d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter. L'absence du titulaire ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 7.2. Discrétion et secret professionnel

Le titulaire est tenu d'appliquer et de faire appliquer à l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, le secret professionnel et l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données ou illustrations, dont il a ou aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Tout manquement à l'obligation de discrétion ainsi que toute disparition momentanée ou irrémédiable de documents justifient la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les

articles 411-5 à 411-7 et 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'acheteur à résilier le marché aux torts du titulaire, ou aux frais et risques de ce dernier.

■ 7.3. Assurances

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ 7.4. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 8. MODIFICATION DU CONTRAT ET CLAUSE DE REEXAMEN

Dans un objectif d'optimisation, d'amélioration continue et d'adaptation des prestations, et conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que le présent contrat pourra faire l'objet de modifications concertées sans mise en concurrence, dès lors que ces ajustements répondent à l'intérêt du service et respectent le cadre réglementaire. Ces modifications ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Cette faculté de modification peut être exercée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- *Afin d'apporter aux prestations des modifications techniques que l'acheteur souhaite prescrire.* Cette modification pourra avoir lieu après demande d'un devis correspondant aux modifications techniques envisagées par l'acheteur.
- *Afin d'adapter les références inscrites au BPU aux besoins réels de l'acheteur et aux réalités des fournisseurs,* suite à un réexamen annuel des postes du BPU à la demande du titulaire ou de l'acheteur, pouvant donner lieu à l'ajout, la suppression ou la substitution d'un produit ;
- *Afin de prendre en compte l'émergence d'une solution innovante en rapport avec l'objet du contrat.* Celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, sur proposition du titulaire et après l'accord de l'acheteur. Ces modifications doivent notamment être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent ; réduire les coûts de revient ; réduire l'impact environnemental du processus de fabrication.
- *Afin de prendre en compte des difficultés d'exécution,* récurrentes ou ponctuelles, signalées par l'une des parties, et nécessitant une révision des modalités d'organisation, de coordination ou de réalisation des prestations ;
- *Afin d'améliorer le service rendu aux bénéficiaires,* notamment en réponse à des retours d'expérience, des évaluations qualitatives, ou des besoins spécifiques exprimés par les personnels concernés ;
- *Afin d'adapter les services aux évolutions réglementaires ou techniques,* ou pour répondre aux exigences de mutabilité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le respect des principes de continuité et d'accessibilité.

Ces évolutions peuvent donner lieu, d'un commun accord, à la modification de tout ou partie des pièces contractuelles, y compris, le cas échéant, du BPU.

Toute modification du contrat, quel qu'en soit le montant ou la portée, fera l'objet d'un avenant formalisé, qui entrera en vigueur à compter de sa notification officielle au titulaire.

ARTICLE 9. PLAN DE PROGRES

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties ont la possibilité d'élaborer conjointement, sur proposition de l'une des parties, un plan de progrès à la date anniversaire du contrat.

Le plan de progrès est axé autour des points suivants :

- Développer l'offre de produits ecolabellisés et intégrant de la matière recyclée ;
- Améliorer la durabilité, réparabilité et recyclabilité des produits ;
- Développer un reporting permettant de mesurer la part de produits ecolabellisés, issus du réemploi, de la réutilisation et intégrant de la matière recyclée achetés par les membres du groupement ;
- Développer un reporting annuel sur la gestion des déchets précisant notamment les typologies de déchets produits (textiles, emballages carton ou plastique...), les tonnages collectés par typologie et les modalités de traitement appliquées à chaque typologie (valorisation matière ou énergie, incinération, etc.) en vue de réduire la production de déchets et diminuer l'impact carbone des prestations.

Les axes peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre de la mise en place de ce plan de progrès.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir un bilan annuel du plan de progrès de façon conjointe. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats engagés et les difficultés rencontrées. Le cas échéant, il donne lieu à des ajustements du plan de progrès initial.

PARTIE 4 - PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 10. CARACTERISTIQUE DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

■ 10.1. Nature et contenu des prix

Les prix du contrat sont unitaires.

Les prix comprennent :

- Les frais nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent contrat ;
- Le suivi contractuel ;
- Les charges fiscales et parafiscales et tout autre charge frappant l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Les assurances (couvrant notamment le matériel, le personnel et les dommages causés aux personnes et aux matériels) y compris les éventuels coûts de mise en œuvre de ces assurances en cas d'accident (franchise, etc.). Ces charges, sujétions, frais liés et frais d'assurances susmentionnés ne peuvent donc pas être facturés en tant que tel hors de la vie du marché puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix contractualisés.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais de coordination et de contrôle ainsi que les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, les prix sont réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'Université.

■ 10.2. Variation des prix

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Ils sont ensuite révisibles annuellement à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation suivante : $T = T0 * (Ind0/Ind1)$

- T = taux révisé
- T0 = taux issu de l'offre initiale ou de la dernière révision
- Ind0 = valeur de l'indice définitif publié au jour de la remise de l'offre initiale ou utilisé lors de la dernière révision
- Ind1 = valeur de l'indice définitif publié au moment de la demande de révision

L'indice utilisé pour la révision est l'indice IPC 001764595 « Indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 03.1.3.1.1 - Vêtements de travail ».

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs des indices seront effectués avec au minimum deux décimales. Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Cette formule de révision est exclusive de tout autre. Aucune autre révision ne pourra donner lieu à modification du prix.

Modification de l'indice :

- En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement sans formalité ;
- En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'Université.

■ 10.3. Modalités de révision des prix

Il appartient à la partie la plus diligente d'effectuer la demande écrite de révision des prix et de motiver cette révision par courrier recommandé avec accusé de réception ou via le profil acheteur (PLACE), deux mois calendaires avant la date anniversaire du marché, sous peine de forclusion.

A compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet.

Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir).

Les prix résultant de la révision s'appliquent sur les commandes émises à compter du lendemain de la date anniversaire du contrat. Les bons de commande émis avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix mais en cours d'exécution à cette même date, sont facturés et réglés sur la base des prix antérieurs à la révision.

Clause butoir : malgré le jeu de la formule de révision, l'évolution des prix résultant de son application sera limitée à une augmentation de 3% par an. Si les prix venaient à dépasser ce seuil, cette clause pourra être appliquée sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre. La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la rectification puis le renvoi du bordereau des prix au titulaire, pour annulation et substitution. La décision sera notifiée par tout moyen au titulaire.

Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse des prix.

Dans tous les cas, et quand bien même une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir.

■ 10.4. Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet

certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

ARTICLE 11. CONDITIONS DE PAIEMENT

■ 11.1. Avance

Sauf renoncement à l'acte d'engagement, et si les conditions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont réunies, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché en faisant application de l'option A au sens de l'article 11 du C.C.A.G-FCS.

■ 11.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'acheteur (dont service et interlocuteur) et son SIRET ;
- Le nom et la raison sociale du créancier ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations et leur contenu ;
- Le numéro du contrat (et de lot) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le montant hors taxes détaillé des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant TTC de la facture ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations HT et TTC effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant ainsi que leur montant HT et TTC.

Les factures sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

| Université Lumière Lyon 2 | Université Jean Moulin Lyon 3 |
|--|---|
| <u>Siret</u> : 196 917 751 00014 <u>N° de bon de commande</u> : 45+ 8 chiffres <u>Code service</u> : COMPTABILITE (agence comptable) | <u>Siret</u> : 196 924 377 00282 <u>N° de bon de commande</u> : 45+ 8 chiffres |

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Nota : en cas de défaillance ou incohérence constatée dans la facturation des prestations, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour régulariser la situation par l'émission d'une facture rectificative. Ce délai court à compter de toute demande de l'Université en ce sens. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire s'expose à l'application de la pénalité prévue à l'article 13 du présent CCAP.

■ 11.3. Régime des paiements

Les paiements partiels et les acomptes n'ont jamais de caractère définitif avant l'établissement du solde du bon de commande.

■ 11.4. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **30 jours** conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai légal donnera lieu au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement de 30 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-28 dudit Code.

PARTIE 5 - SANCTIONS ET LITIGES

ARTICLE 12. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalité. Sauf exception, elles sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Conformément à l'instruction fiscale n° 13 du 25/01/2006, elles seront indiquées et appliquées en euros hors taxe non soumis à la TVA.

| Faits générateurs | Pénalités applicables |
|--|---|
| Retard dans la transmission d'un devis | Pénalité de 30€ par jour de retard à compter du lendemain de la date limite de réponse ou remise de devis |
| Retard de passage ou de livraison | En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 100$. <ul style="list-style-type: none">- P : montant de la pénalité- V : montant HT de la prestation concernée par la pénalité- R : nombre de jours calendaires de retard |
| Pénalité liée aux considérations environnementales | Pénalité forfaitaire de 50€ par manquement constaté |
| Découverte d'une sous-traitance non-déclarée | Pénalité forfaitaire de 300 € par manquement constaté (l'absence de déclaration d'un sous-traitant après mise en demeure de l'acheteur conduira à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard). |

Pour chaque violation contractuelle non-susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 50 € et pouvant aller jusqu'à 1000€ maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié de manière discrétionnaire par l'Université au regard de la nature et de la portée réelle du manquement constaté).

Par dérogation aux l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné et le titulaire ne bénéficie d'aucun seuil d'exonération des pénalités.

L'application d'une pénalité est sans effet sur les actions civiles ou pénales pouvant être intentées par chaque membre du groupement à l'encontre du titulaire du marché. Aussi, il est expressément convenu entre les parties que l'application des pénalités par l'acheteur public n'a aucunement un caractère libératoire pour le titulaire du marché ; le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractées et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

ARTICLE 13. AUTRES MESURES

■ 13.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ 13.2. Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du titulaire est établi conformément à l'article 41.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

■ 13.3. Règlement à l'amiable des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ 13.4. Juridiction compétente en cas de litige

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

PARTIE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14. FIN DU CONTRAT

■ 14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire dans les conditions de l'article 40 du CCAG-FCS.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ 14.2. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

ARTICLE 15. GARANTIE

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 2 ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 16. AUTRES DISPOSITIONS

■ 16.1. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur et le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

■ 16.2. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé

(profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans la réponse du titulaire) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil acheteur PLACE.

■ 16.3. Sous-traitance

Le titulaire du présent marché s'engage à exécuter personnellement l'ensemble des prestations prévues au contrat. Conformément à l'article L.2193-1 du Code de la commande publique, les fournitures ne peuvent pas faire l'objet d'une sous-traitance.

Le titulaire peut néanmoins faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture telles que la livraison.

■ 16.4. Traitement de données à caractère personnel

Au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD), l'Université est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l'Université, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée maximale de 4 ans.

La ou les finalités du traitement sont : connaissance des différents lieux d'exécution des prestations et les contacts sur site, et éventuellement des intervenants, journalistes ou tout membre de l'Université bénéficiant de la prestation (étudiant comme personnel).

Les types de données à caractère personnel traitées pourront être notamment : le nom, le prénom, la fonction, la date de naissance, le numéro de pièce d'identité et/ou de passeport, les coordonnées professionnelles, le numéro de téléphone personnel.

Les catégories de personnes concernées sont pour un événement (ou groupe d'événements) donné : les participants, les intervenants, les journalistes, les personnels de l'Université.

❖ 16.4.1. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

❖ 16.4.2. Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

❖ 16.4.3. Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (notamment maintenance et assistance).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

❖ 16.4.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques. La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

❖ 16.4.5. Mise en œuvre du traitement

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
- Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

❖ 16.4.6. Délégué à la protection des données

Si ne l'a pas mentionné dans son offre, le titulaire communique dans les jours qui suivent la notification du marché à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

L'acheteur informe le titulaire de l'adresse mail de contact de son DPO : dpo@uuniv-lyon2.fr

❖ 16.4.7. Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins ;

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

❖ 16.4.8. Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 1.2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG-FCS ;
 L'article 2.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;
 L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS ;
 L'article 7.2 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 28.5 du CCAG-FCS ;
 L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 3.4 du CCAG-FCS ;
 L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS ;
 L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 39.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :



[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)